Proposition d’adresse du NPA à Lutte Ouvrière

Voici l'adresse à Lutte ouvrière, avec nos amendements, qui a été proposée à l'occasion de la Fête de LO. Celle-ci n'a pourtant pas été publiée à cause du dysfonctionnement de la nouvelle direction issue du dernier congrès.

CherEs camarades,

Nous vous remercions à nouveau cette année pour l'organisation de votre fête et pour votre invitation à y tenir une place particulière. Les débats que nous menons tout au long de l'année sont riches et mettent en lumière des désaccords qui existent à juste titre entre nos deux courants. En discuter est nécessaire. Mais nous voudrions aussi porter votre attention sur les responsabilités politiques communes qu'il nous semble nécessaire d'assumer dans la prochaine période.

La situation politique et la dynamique des luttes

Loi Macron I et II, offensive sur tous les services publics, dégradation des salaires et conditions de travail, offensives impérialistes à tout va, … Inutile ici de décrire dans le détail le plan d'attaque mené par la classe dirigeante et le gouvernement Hollande à son service. Mais si l'offensive est aussi corsée, c'est que le gouvernement Hollande a dans sa manche un atout que n'avait pas autant ceux qui l'ont précédé : les directions syndicales qui joue à fond le jeu du dialogue social.

Dans ce contexte de dégradation global du rapport de force, c'est l'absence de riposte d'ensemble de notre classe sociale qui contribue à brouiller les repères politiques et laisse le champ libre aux idées du Front National pour prospérer, pour tenter d'apparaître comme la seule contestation au gouvernement exprimant la colère des classes populaires.

Mais cette colère a aussi trouvé d'autres moyens pour s'exprimer. Depuis notre dernière rencontre à la fête l'année passée, les luttes ont bien existé. Certaines de manière très visibles, comme la grève reconductible de juin dernier à la SNCF, d'autres plus en toile de fond, comme les nombreux conflits autour des salaires, parfois pour des augmentations. Nous sommes, ensemble, convaincu que seul un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, une grève générale capable d'être l'action convergente des luttes de la classe ouvrière, pourrait stopper l'offensive des capitalistes et commencer à imposer une série de revendications d'urgence que nous défendons ensemble également. Cette perspective ne dépend pour une bonne part pas de nous. Mais nous sommes convaincu que les révolutionnaires ont des responsabilités à assumer sur le terrain social et le terrain politique pour faire bouger la situation. Car de nos actions et influences sur les luttes d'aujourd’hui, c'est la possibilité pour une

série de secteurs de notre classe de faire des expériences fondamentales qui en dépend. Et ces expériences compteront double ou triple lors des prochaines confrontations sociales d'ampleur.

Alors, que faire ensemble ?

La convergence des luttes : une idée générale ou des pas en avant petits mais concrets ?

Il n'y aura aucun raccourci pour résoudre les problèmes politiques de la situation. Cela implique que l'extrême gauche discute jusque dans le détail de sa politique dans les mobilisations. A cet égard, nous voudrions prendre quelques exemples.

A la dernière fête de Lutte Ouvrière, un débat était organisé sur la grève en préparation à la SNCF contre la réforme concocté par Pépy et le gouvernement. Depuis, la grève a eu lieu. Massives (des taux jusqu'à 70 %), nationale, reconductible sur une dizaine de jours, … et pourtant défaite à l'arrivée. Du moins contre la réforme car tout le monde comprend bien que les « avancées » misent en avant par les directions CGT/Sud, main dans la main avec le Front de Gauche autour des amendements Chassaigne, ne peuvent être considéré comme une victoire. Un autre scénario était-il possible ? Inutile de refaire l'histoire. Par contre, confrontons la politique de nos organisations dans cette grève. Nous y avons défendu ensemble l'auto-organisation, la revendication du retrait de la réforme, la nécessité du lien avec les revendications salariales ou sur les conditions de travail. Mais nous avons divergé sur les possibilités à exploiter. L'exemple le plus frappant se concentre sur la région parisienne. Alors que le mouvement était au plus fort nos militants ont proposé de regrouper les grévistes des différentes gares parisiennes dans une réunion commune, « l'AG des AG ». Cette politique a rencontré un petit écho puisque de nombreux travailleurs du rang étaient présents autour de l'idée bien comprise que suivre simplement les directives syndicales d'en haut ne pouvait suffire. Nous vous avons sollicité autour de cette politique. Pourtant, un seul de vos camarades étaient présent pour simplement observer cette réunion. Nous ne pensons pas que cette AG des AG est constitué une véritable coordination alternative, ni même qu'il était possible de généraliser cela partout du jour au lendemain. Mais c'est un exemple, dans l'une des luttes les plus importantes de l'année passée, qui montre que nous pouvons jouer un rôle dans les luttes pour faire des pas en avant concret vers la convergence.

De ce bilan, quelle politique pour l'avenir ? Dans le secteur SNCF déjà, où autour de la bataille contre la future convention collective peut se jouer une seconde manche. Mais aussi plus largement, pour les luttes de la classe ouvrière en générale. Car nous pensons qu'aujourd'hui ce qui manque ce n'est pas tant la combativité sociale. Les multiples grèves dans les entreprises, la réussite de la grève régionale des postiers de Basse-Normandie, la réussite du 9 avril, la réussite du 19 mai dans l'éducation nationale, tous ces exemples sont là pour le montrer. Ce qui manque, c'est un plan de bataille et d'action pour offrir une autre perspective aux travailleurs que celle des

directions syndicales et réformistes. Et autour de cet objectif nous avons un rôle à jouer. La plupart du temps, ce sont des franges minoritaires qui se mobilisent, mais elles tentent d'entraîner plus largement autour d'elles. On discerne dans plusieurs de ces luttes une plus grande disponibilité aux convergences. Oeuvrer à ces convergences est une tâche fondamentale pour les révolutionnaires. Car c'est par des expériences mêmes limitées et partielles, par l'auto-organisation que les classes populaires trouveront confiance en elles et prendront conscience de ce qui les unit contre un ennemi commun. Si nous voulons un tant soit peu influencer les luttes, et a fortiori préparer les prochaines confrontations sociales d'ampleur, il faut que nous soyons en mesure d'y proposer des perspectives, sur la base de la légitimité de notre implantation et de notre intervention. C'est par cette voie que nous permettront que s'exprime réellement une opposition ouvrière et populaire au gouvernement et au patronat. Nous proposons de contribuer ensemble à ce que se construise, au sein de la CGT en particulier, une opposition en rupture avec le dialogue social pour préparer l'affrontement contre le gouvernement et le patronat. La construction d'un courant intersyndical « lutte de classe » est pour nous un objectif, et une rencontre nationale des syndicalistes combatifs dans les prochains mois serait un pas pour y arriver.

Sur le terrain politique aussi des responsabilités communes à assumer… ensemble ?

La situation politique, compliquée, exige aussi de nous d'être capable de donner des réponses globales. Dernièrement, le drame des migrants noyés en Méditerranée a montré à nouveau l'urgence d'une perspective anticapitaliste et révolutionnaire. Personne n'est de trop quand il s'agit de défendre l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de tous les sans-papiers. Personne n'est de trop quand il faut refuser sans transiger toutes les interventions militaires impérialistes qui alimentent dans un cycle sans fin le chaos du monde. Personne n'est de trop pour refuser et combattre tout les racismes, de l'islamophobie décomplexée qui s'exprime dans les hautes sphères à l'antisémitisme qui empoisonne la société. Personne n'est de trop pour défendre un programme anticapitaliste et révolutionnaire qui combine la mise en avant de revendications transitoires (interdiction des licenciements, annulation de la dette, nationalisation sous contrôle des travailleurs du système bancaire et des grandes entreprises…), l'objectif d'un gouvernement des travailleurs et la perspective d'une société sans exploitation ni oppression.

Ce programme anticapitaliste est d'une actualité brûlante à l'heure de la crise mondiale du capitalisme. Mais la nécessité de le faire vivre, de lui donner une crédibilité est tout aussi urgent. Car la situation en Grèce, à l'heure ou le gouvernement s'enferme dans ses choix institutionnels refusant de faire appel à la mobilisation, montre toute l'impasse des solutions prétendant améliorer le sort des travailleurs sans remettre en cause la propriété privée, sans s'attaquer au capitalisme lui-même.

Ainsi, si personne n'est de trop, il est évident que nous pourrions donner plus de force à

ce programme en tentant de le défendre ensemble lors de toutes les occasions politiques que les mois et années qui viennent nous offriront.

Salutations révolutionnaires et fraternelles

Tendance CLAIRE, le 25 mai 2015